

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

Ministère des Petites et Moyennes
Entreprises, de l'Economie Sociale et de
l'Artisanat



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

Ministry of Small and Medium-Sized
Enterprises, Social Economy and
Handicrafts

Note de Conjoncture

1^{er} trimestre 2021

MINPMEESA
B.P. 6096 YAOUNDE
Tél : (237) 222 23 23 88
Fax : (237) 222 22 41 58
Email: cabinet@minpmeesa.cm
Site Web: www.minpmeesa.gov.cm

Table des matières

Liste des graphiques.....	ii
Liste des Annexes	ii
Sigles, acronymes et abréviations	iii
Introduction.....	1
Chapitre 1 : Activité économique dans la sous-région CEMAC	1
1. Situation macro-économique	1
2. Niveau de vie des ménages	3
Chapitre 2 : Activité et emploi.....	3
1. Niveau d'activité.....	3
2. Coût de production.....	4
3. Niveau de vente.....	5
4. Situation de l'emploi.....	6
Chapitre 3 : Situation de la trésorerie courante.....	6
1. Appréhension de la trésorerie courante.....	6
2. Financements et investissements	7
Chapitre 4 : Effets de la pandémie à Covid-19 sur l'activité économique des PME.....	8
1. Effets sur les activités et l'emploi	8
2. Accompagnement du Gouvernement pour faire face à la crise	8
Chapitre 5 : Perspectives pour le 2 ^{ème} trimestre 2021	9
1. Perspectives annoncées par les PME pour le 2 ^{ème} trimestre 2021	9
2. Perspectives au regard de l'activité réalisée et du contexte économique	9
Conclusion	10
Bibliographie.....	iv
Annexes.....	v

Liste des graphiques

Graphique 1: Croissance réelle dans la zone CEMAC et au Cameroun	2
Graphique 2: Perception des Chefs d'entreprises sur le niveau de leurs activités	4
Graphique 3: Principales raisons du niveau d'activité au cours du 1 ^{er} trimestre 2021	4
Graphique 4: Perception des Chefs d'entreprises sur le coût de production.....	5
Graphique 5: Principales raisons du niveau élevé des dépenses de production.....	5
Graphique 6: Perception des Chefs d'entreprises sur le niveau de vente.....	5
Graphique 7: Principales raisons du niveau de vente.....	5
Graphique 8: Perception du résultat net.....	6
Graphique 9: Proportion des Chefs d'entreprises ayant recruté du personnel supplémentaire.....	6
Graphique 10: Appréhension de la situation de trésorerie	6
Graphique 11: Proportion des Chefs d'entreprises ayant réalisé de nouveaux investissements	7
Graphique 12: Principales sources de financement des investissements	7
Graphique 13: Proposition de mesures d'accompagnement en faveur des PME	9

Liste des Annexes

Annexe 1: Couverture de l'enquête.....	v
Annexe 2: Répartition de l'échantillon enquêté	v
Annexe 3: Récapitulatif de l'appréhension des chefs d'entreprise enquêtés sur leur activité au cours du 1 ^{er} trimestre 2021 (en %)......	vi
Annexe 4 : Proportion des entreprises ayant recruté du personnel supplémentaire selon la branche d'activité	vii
Annexe 5: Proportion des entreprises ayant réalisé un investissement selon la branche d'activité...vii	
Annexe 6: proportion des chefs d'entreprise utilisant les sources de financement par type d'entreprise (en %).....	vii

Sigles, acronymes et abréviations

BC	Balance Commerciale
BEAC	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CFA	Communauté Financière Africaine
COVID-19	Corona Virus
CPM	Comité de Politique Monétaire
DEPP	Division des Etudes, des Projets et de la Prospective
CAS	Compte d’Affectation Spécial
FMI	Fonds Monétaire International
INS	Institut National de la Statistique
ME/MI	Moyenne Entreprise / Moyenne Industrie
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l’Economie Sociale et de l’Artisanat
OES	Organisation de l’Economie Sociale
ONU	Organisation des Nations Unies
PE	Petite Entreprise
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMEESA	Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat
SND-30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
TPE	Très Petite Entreprise

Introduction

Avec l'évolution de la crise sanitaire depuis son apparition au début de l'année 2020 et ses répercussions sur l'économie Camerounaise, on a enregistré une tendance baissière du PIB expliquée principalement par la nature extravertie de son économie portée majoritairement par les activités liées aux importations et au commerce. Les secteurs d'activités ont été impactés de façon différenciée. Certaines activités notamment la fabrication du textile, des masques artisanaux, de la cosmétique et de la pharmacopée traditionnelle ont pu tirer profit de cette crise mais, les secteurs les plus vulnérables du fait de leur dépendance aux importations ont été considérablement dégradés. A cet effet, le ralentissement induit par cette pandémie a affecté toute l'économie réelle, composée des entreprises et de leurs salariés. Les Petites Entreprises constituant 99,8 % du tissu économique camerounais ont été les plus touchées face aux Grandes Entreprises du fait de l'insuffisance de ressources nécessaire à l'adaptation au choc induit par cette pandémie. Celles-ci ont eu du mal à redécoller face aux mutations engendrées par la Crise sanitaire compte tenu de leur niveau productivité bas, d'un accès limité aux ressources financières, et d'une difficile intégration dans les chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales.

Le principal défi pour les PME camerounaises depuis le début de la pandémie a été d'absorber les chocs de la Covid-19 pour garantir la rentabilité de leur activité étant donné la dégradation du chiffre d'affaire et du solde de leur trésorerie. Ce recul d'activité a limité les perspectives d'embauche et de nouveaux investissements. Pour répondre au choc conjoncturel causé par la Covid-19, le Gouvernement, au début du 2nd semestre 2020 a mis en place un dispositif de soutien notamment le Fonds Spécial de Solidarité Nationale pour la Lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales. Les PME ayant bénéficié de cette mesure dans le cadre de la dotation allouée au MINPMEESA pour la résilience économique et financière, ont commencé à entrer en possession de cette subvention en début Mars 2021. Malgré cet accompagnement, les effets de cette crise sur l'activité des PME restent difficiles à juguler par ces derniers.

Afin d'évaluer la situation économique des PME dans ce contexte économique, le MINPMEESA a réalisé auprès de certaines PME sur la période du 15 Avril au 15 Mai 2021 une enquête couvrant les activités du 1^{er} trimestre 2021. Aussi, les données statistiques à haute fréquence disponibles dans les administrations, ont permis de décrire la situation conjoncturelle des PME au 1^{er} trimestre de l'année 2021. La collecte des données réalisée par la Division des Etudes des Projets et de la Prospective a porté sur les activités des PME, l'évolution de leur chiffre d'affaire, la situation de l'emploi, le niveau de production et de vente, la situation de la trésorerie et des investissements réalisés, et enfin la mesure des effets de la pandémie Covid-19 sur l'activité économique des PME. Dans le cadre de la présente note de conjoncture, les données analysées sont issues de 305 entreprises ayant répondues dans les délais au questionnaire prévu, soit un taux de réponse de 61 %.

La présente note de conjoncture au titre du 1^{er} trimestre 2021, qui recueille les perceptions des dirigeants d'entreprises, porte sur (I) l'activité économique dans la sous-région CEMAC ; (II) le niveau d'activité et la situation d'emploi ; (III) la situation de leur trésorerie ; et (IV) l'impact de la pandémie Covid-19 sur les Petites et Moyennes Entreprises.

Chapitre 1 : Activité économique dans la sous-région CEMAC

Le présent chapitre adresse la situation économique dans la sous-région CEMAC au cours du 1^{er} trimestre 2021 et son impact sur la situation économique camerounaise.

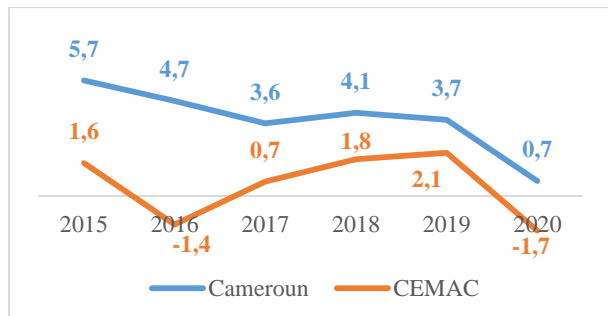
1. Situation macro-économique

▪ Dans la zone CEMAC

L'économie dans la sous-région a subi depuis le début de l'année 2020 les affres de la pandémie à Covid-19 ; ce choc est survenu dans une situation d'amélioration des performances économiques

nationales t. En effet la croissance dans la sous-région après avoir atteint 2,1 % en 2019 a connu une récession de -1,7 % en 2020. Cette récession est également observable au Cameroun.

Graphique 1: Croissance réelle dans la zone CEMAC et au Cameroun



Source : BEAC, 2021

Les effets de la crise sanitaire mondiale et le choc pétrolier (premier produit exporté de la zone) ont mis en mal l'économie de la sous-région CEMAC au cours de l'année 2020. Aussi, la nature des principaux produits exportés par la zone (pétrole brut, gaz, diamant, manganèse, or, cacao, café, coton-graine, gomme arabique, bois-grume, caoutchouc) amoindri le choc de croissance enregistré au courant de l'année 2020.

Pour faire face à cette crise les gouvernements des pays membres ont introduit en 2020 diverses mesures pour contribuer à atténuer les retombées économiques en l'occurrence les mesures aux entreprises et aux ménages à énoncer dans les lois de finances rectificatives. Aussi, la BEAC, pour permettre aux Banques de disposer de liquidités suffisantes, a décidé dans un communiqué de presse du 27 mars 2020 de prendre des mesures d'assouplissements monétaires en l'occurrence la révision à la baisse du Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) de 25 points de base, soit un passage de 3,5 % à 3,25 % ; la révision à la baisse de 100 points de base du Taux de la facilité de prêt marginal, soit un passage de 6% à 5% et porter les injections de liquidité de 240 Milliards de Franc CFA à 500 Milliards de Francs CFA.

▪ Au Cameroun

Au Cameroun, l'économie est extravertie et, bien que le secteur tertiaire contribue majoritairement à la croissance de son PIB, la croissance de cet

agrégat macroéconomique est portée par le secteur secondaire. Aussi, ce secteur a été le plus résilient et a contribué à atténuer les effets du choc sanitaire mondial. La Balance Commerciale (BC) du Cameroun a été également déficitaire au courant de l'année 2020, ce qui constitue une faiblesse en matière de commerce extérieur. Ce déficit est principalement dû à sa forte dépendance aux cours mondiaux des matières premières, largement volatiles et aux faibles échanges commerciaux dans la zone CEMAC.

Pour répondre efficacement à l'ampleur de la situation sanitaire et économique, le Gouvernement a mis en place, avec le soutien des Partenaires Techniques et Financiers notamment le FMI, un Fonds de Solidarité Nationale pour la lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économiques et sociales qui s'étend sur trois (03) ans et évaluer à 180 Milliards de Francs CFA pour l'année 2020. Aussi, a-t-il annoncé diverses mesures économiques et fiscales pour soutenir l'économie en l'occurrence de l'assouplissement fiscal et des paiements différés pour les entreprises ainsi qu'une augmentation des avantages sociaux pour les plus vulnérables. Pour exemple, dans l'article 17 (Bis) alinéa (1) de la Loi de finance 2021, le Cameroun revoit à la baisse le taux d'imposition sur le bénéfice des PME (qui constituent 99,8% de son tissu économique) à 2 points de pourcentage soit 28 %. Aussi, des mesures de soutien aux entreprises affectées par la crise sanitaire, d'amélioration de l'accès au financement et du climat des affaires ont été prises dans l'optique de résorber la récession et favoriser l'import-substitution que prône la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND-30) qui opérationnalise la seconde phase de la Vision du Cameroun à l'horizon 2035.

▪ Perspectives économiques en zone CEMAC pour l'année 2021

En termes de perspective dans la zone CEMAC pour l'année 2021, le FMI a revu à la baisse les perspectives de reprises économiques en raison de la flambée des variantes du virus à Covid-19. Aussi, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BEAC a baissé de près de 1 % le taux de croissance escompté pour 2021. En effet projeté à 2,8% en 2020, aujourd'hui on table plus sur un taux de 1,9%. Mais alors la BEAC reste optimiste sur le

fait que les variantes de virus auront moins d'impact sur la croissance en 2021 par rapport à 2020 (-2,1% de taux de croissance) dans la sous-région.

Cette reprise économique est selon la BEAC, le fait du « *dynamisme de l'agriculture, des industries des BTP, des services marchands et de la reprise des investissements favorisés par les réformes structurelles engagées par les Etats (SND 30 pour le Cameroun)* »

2. Niveau de vie des ménages

▪ Dans la zone CEMAC

Depuis l'apparition de la pandémie à coronavirus les économies de la sous-région CEMAC partagent quasiment les mêmes réalités : la baisse du niveau d'activité, la baisse du pouvoir d'achat des ménages, les difficultés d'approvisionnement en matières premières et autres produits de première nécessité.

La baisse du pouvoir d'achat des ménages est expliquée par les pertes d'emplois, la diminution des effectifs, le travail à temps partiel et la baisse des salaires entraînée par la pandémie à coronavirus. La non ouverture totale des frontières entraîne aussi la pénurie des certains produits maraîchers comme les tomates et légumes dans certains pays de la sous-région comme le Gabon tandis qu'on assiste à la sur abondance des mêmes produits dans d'autres pays à forts potentiels de productivité agricole.

D'après le FMI, en glissement annuel, le taux d'inflation en zone CEMAC s'est hissé à 3,3 % en septembre 2020, contre 1% un an auparavant. A contrario, par rapport à septembre 2019, l'inflation en moyenne annuelle s'est repliée à 2% à la fin du mois de septembre 2020, contre 2,8 % un an plus tôt. L'analyse de l'inflation suivant les contributions des différentes fonctions de consommation montrent que, sur la période, l'évolution du niveau général des prix a été tirée à la hausse par la quasi-totalité des fonctions. En particulier, la contribution de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées ».

▪ Au Cameroun

Au Cameroun l'inflation s'est située à +1,9 % au premier trimestre 2021 comparativement à la même période en 2020 selon les données de l'Institut Nationale des Statistiques (INS). En moyenne sur les douze derniers mois, le niveau général des prix a progressé de 2,3% en fin mars 2021.

Cette évolution a été surtout alimentée par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées en lien principalement avec la flambée des prix des fruits (9,6%), légumes (6,6%), des céréales (4,5%). Le relèvement des prix de logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles a aussi contribué à l'augmentation générale de niveaux des prix sur le premier trimestre 2021. Cette situation de cherté de la vie est beaucoup plus perceptible d'autant plus que l'économie camerounaise est majoritairement informelle et constituée d'une population vivant en situation de pauvreté.

Au regard du contexte économique dans lequel a évolué les entreprises et ménages camerounais et donc les PME, il est opportun de s'interroger sur son impact sur les activités des PME camerounaises au cours du 1^{er} trimestre 2021.

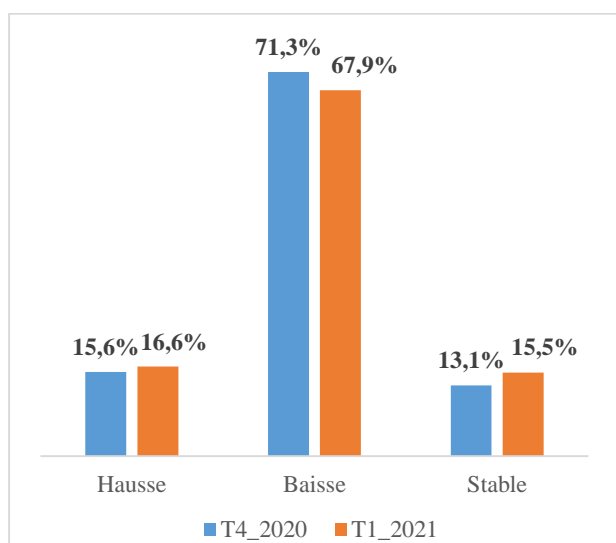
Chapitre 2 : Activité et emploi

Le présent chapitre s'intéresse à l'analyse du volume d'activité, du niveau de production et de vente réalisée des PME et la situation de l'emploi au cours du 1^{er} trimestre 2021.

1. Niveau d'activité

Au cours du 1^{er} trimestre 2021, les activités pour près de 68 % de PME sont en baisse par rapport au 4^{ème} trimestre de l'année 2020. Ce niveau d'activité concerne à 54,82% les entreprises du secteur tertiaire en l'occurrence le commerce (24,37 %) et les prestations de services (30,46 %). Ce Pourcentage d'entreprises en situation de baisse du chiffre d'affaire a triplé par rapport aux prévisions faites par ces promoteurs pour le trimestre lors de l'enquête réalisée en Février 2020 (Note de conjoncture sur les PME, 2nd semestre 2020).

Graphique 2: Perception des Chefs d'entreprises sur le niveau de leurs activités

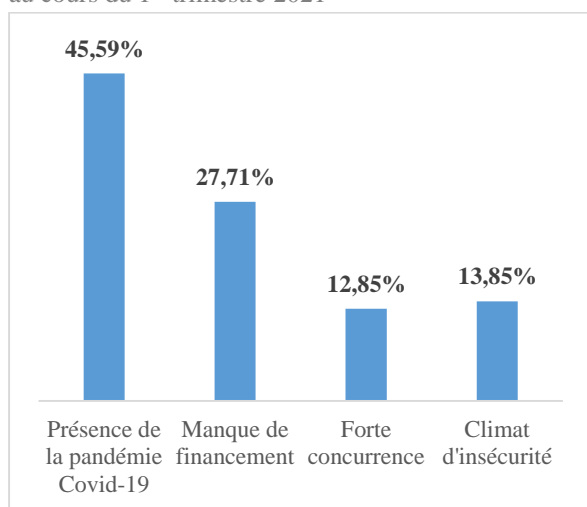


Source : Enquête Conjoncturelle T4_2020, T1_2021, Nos calculs sur Excel

La proportion des Chefs d'entreprises dont le chiffre d'affaire a baissé au cours du 1^{er} trimestre 2021 a diminué de 3,4 % par rapport à la proportion observée au 4^{ème} trimestre de l'année précédente. Ceux dont le niveau d'activité est en hausse a augmenté de 1 %.

La présence de la Covid-19 explique à 45,59 % la baisse du chiffre d'affaire ; le manque de financement à hauteur de près de 28 % et la forte concurrence à 12,85 %.

Graphique 3: Principales raisons du niveau d'activité au cours du 1^{er} trimestre 2021



Source : Enquête Conjoncturelle T1_2021, Nos calculs sur Excel

La forte concurrence et le manque de financement pour l'investissement sont cités par 20,3 % des

Chefs d'entreprises dont l'activité au 1^{er} trimestre 2021 est en baisse et concerne principalement les branches du commerce et des prestations de services (57,5 %).

Les entreprises internationales et nationales font face aux mêmes obstacles aux échanges commerciaux et aux investissements. Il n'existe pas de mesures de protectionnisme ciblées qui avantagerait les PME camerounaises déjà fragiles et qui font face à la concurrence des grandes puissances étrangères. Les PME camerounaises, dans un environnement juridique non maîtrisée, sont donc abandonnées dans un phénomène de « jungle politico-administrative camerounaise ». Aussi, malgré les lignes de financement venant des PTF et disponibles dans les Banques (Société Générale, BGFI,...) en faveur des PME, celles-ci restent moins bancaables et ne profitent pas de l'opportunité de financement.

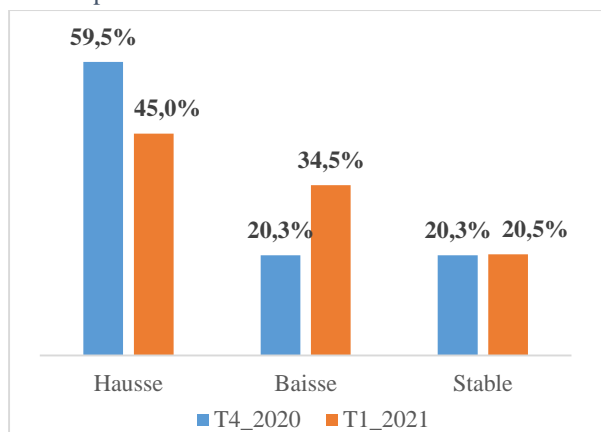
Aussi, la perception des Fonds CAS-Covid pour l'exercice 2020 par les bénéficiaires (dont le paiement a débuté au courant du mois de mars 2021), n'a pas permis à ces derniers de relancer leur activité au cours du 1^{er} trimestre 2021. En effet ; 61,29 % de ces bénéficiaires déclarent une baisse de leur chiffre d'affaires au cours du 1^{er} trimestre 2021.

La hausse d'activité déclarée par 16,6 % des Chefs d'entreprises enquêtés concernent principalement les secteurs de l'agro-industrie (18,75 %) et du Commerce général & Prestation de services (31,25 %) [Voir Annexe 2]. Ce niveau d'activité par rapport au trimestre précédent se justifie par l'amélioration de la qualité de service (33,7 %), l'accroissement de l'activité (26,97 %), l'augmentation des investissements (21,35 %) et les opportunités de la présence de la Covid-19 (17,97 %).

2. Coût de production

Au cours du 1^{er} trimestre 2021, les Chefs d'entreprises (45 %) déclarent une hausse du niveau de dépenses liées à leurs activités par rapport au 4^{ème} trimestre de l'année précédente. Par rapport à ce trimestre, l'on envisagerait une amélioration des coûts de production pour la période de l'enquête conjoncturelle.

Graphique 4: Perception des Chefs d'entreprises sur le coût de production

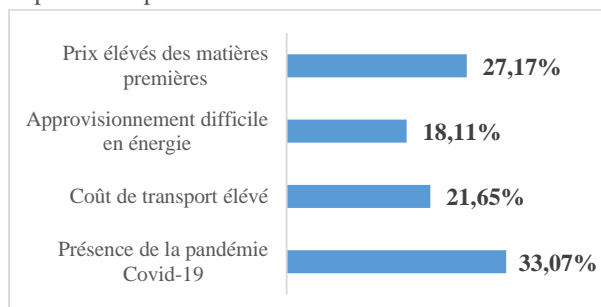


Source : Enquête Conjoncturelle T4_2020, T1_2021, Nos calculs sur Excel

La proportion des Chefs d'entreprises dont les coûts de production ont baissé au cours du 1^{er} trimestre 2021 a augmenté d'environ 14,2 % par rapport à la proportion observée au 4^{ème} trimestre de l'année précédente. Ceux dont les dépenses de production sont en hausse ont diminué de 14,5 %.

L'augmentation du coût de production est majoritairement observée dans les unités formelles de la branche agro-industrie (24,44 %), suivi des prestations de services (17,78 %) et de l'industrie du textile (11,11 %) [Voir annexe 2].

Graphique 5: Principales raisons du niveau élevé des dépenses de production



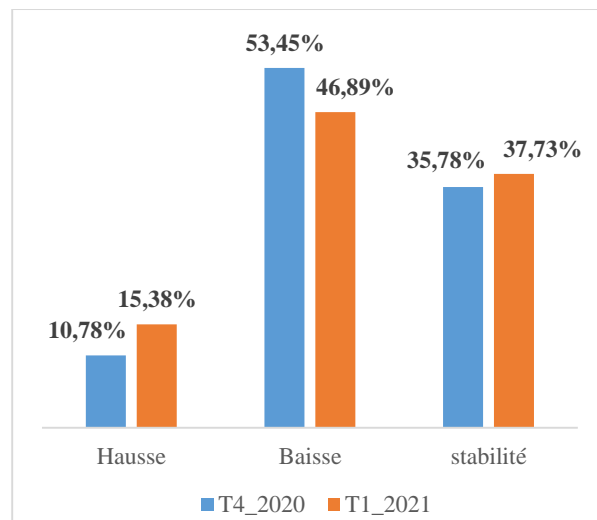
Source : Enquête Conjoncturelle T1_2021, Nos calculs sur Excel

Les prix élevés des matières premières concernent à 50,72 % les secteurs de l'Agro-industrie (27,54 %) et le commerce général & Prestations de services (23,19 %). Ces mêmes branches d'activité sont les plus touchées par le coût élevé de transport (54,54 %). Plus du quart (26,08 %) des difficultés d'approvisionnement en énergie concernent l'Agro-industrie, ceci principalement pour ses besoins de conservation de la matière première et de la production.

3. Niveau de vente

Pour 46,9 % des chefs d'entreprises, le prix de vente de leurs produits est en baisse par rapport au dernier trimestre de l'année précédente, soit une diminution de 6,56 %.

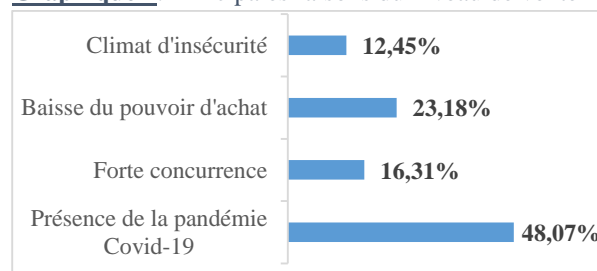
Graphique 6: Perception des Chefs d'entreprises sur le niveau de vente



Source : Enquête Conjoncturelle T4_2020, T1_2021, Nos calculs sur Excel

Selon les avis des Chefs d'entreprises enquêtés, cette baisse du prix de vente s'expliquerait par la baisse du pouvoir d'achat (23,18 %), la forte concurrence (16,31 %), le climat d'insécurité dans le Nord-Ouest, le Sud-Ouest et le Septentrion (12,45 %), ainsi que la présence de la pandémie à Covid-19 toujours d'actualité.

Graphique 7: Principales raisons du niveau de vente



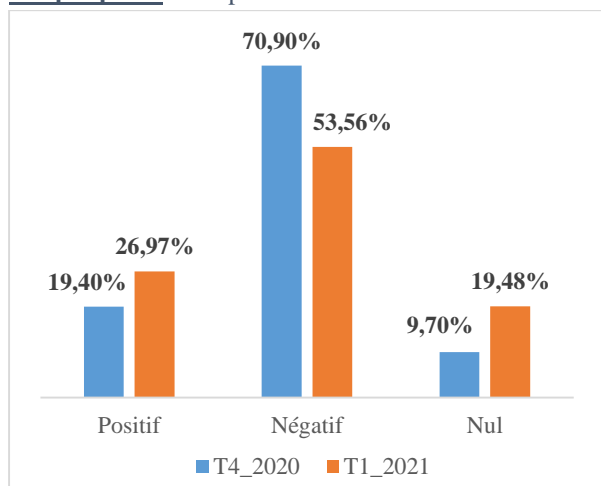
Source : Enquête Conjoncturelle T1_2021, Nos calculs sur Excel

En ce qui concerne la baisse du pouvoir d'achat citée par 23,18 % des chefs d'entreprises, il convient de signaler qu'au cours du 1^{er} trimestre 2021, l'indice des prix à la consommation a évolué et le niveau de revenu resté inchangé. La cherté des produits alimentaires au cours de ce trimestre entraîne une hausse des dépenses de consommation des ménages pour maintenir le même niveau d'alimentation. Les Chefs d'entreprises dont l'activité principale est le commerce général &

prestations de service (45 %) décrivent cette baisse du pouvoir d'achat sur leur niveau de vente.

Le niveau d'activité et de vente témoigneraient à suffisance le résultat net obtenu par les Chefs d'entreprises enquêtés pour le 1^{er} trimestre 2021. A la fin de ce trimestre, 53,56 % des enquêtés déclarent un résultat négatif pour le trimestre.

Graphique 8: Perception du résultat net

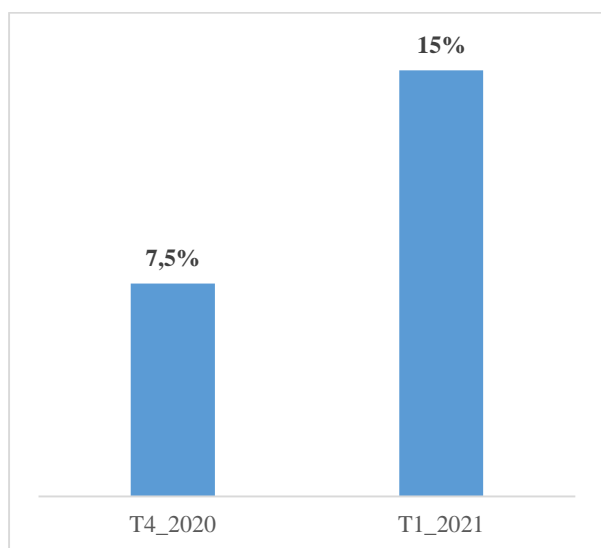


Source : Enquête Conjoncturelle T4_2020, T1_2021, Nos calculs sur Excel

4. Situation de l'emploi

Environ 85 % des chefs d'entreprise enquêtés au cours du 1^{er} trimestre 2021 déclarent n'avoir recruté aucun personnel supplémentaire.

Graphique 9: Proportion des Chefs d'entreprises ayant recruté du personnel supplémentaire



Source : Enquête Conjoncturelle T4_2020, T1_2021, Nos calculs sur Excel

Ce niveau pourrait trouver une justification dans la reprise des activités suite à la levée des mesures de

résiliences sanitaires tout au long de ce trimestre. Aussi, le tiers de ces employeurs ont bénéficié de l'accompagnement Fonds CAS-Covid.

Les emplois créés sont principalement dans le domaine des prestations de service (23,8 %) et de l'agro-industrie (28,21 %) notamment en raison des reprises des activités avec la levée de certaines mesures de résilience (**Voir annexe 4**). Malgré ce supplément de personnel, l'activité est en baisse pour 53,85 % d'entre eux. L'on s'interrogerait sur la précarité ou qualification de ces derniers.

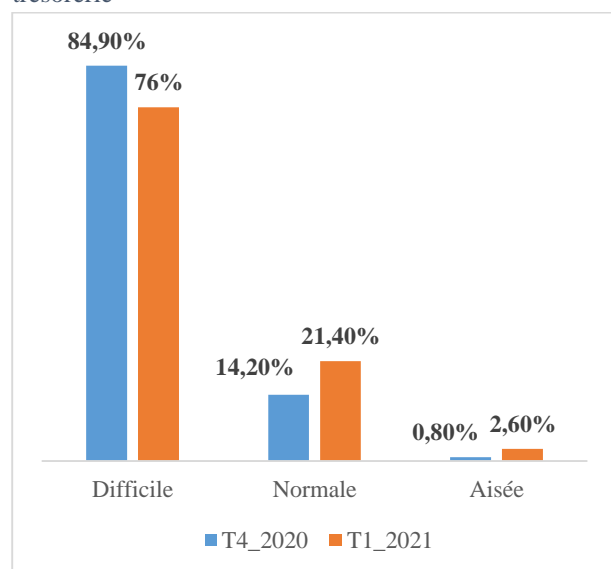
Chapitre 3 : Situation de la trésorerie courante

Le présent chapitre adresse la situation de la trésorerie des entreprises enquêtées et du niveau d'investissement réalisé au cours du 1^{er} trimestre 2021.

1. Appréhension de la trésorerie courante

Les Chefs d'entreprises appréhendent une trésorerie difficile au 1^{er} trimestre 2021 (76 %). Cette situation est en nette amélioration du niveau net du 4^{ème} trimestre de 2021 où le niveau d'appréhension était fixé à 84,9 %.

Graphique 10: Appréhension de la situation de trésorerie



Source : Enquête Conjoncturelle T4_2020, T1_2021, Nos calculs sur Excel

Cette appréhension s'expliquerait par la situation observée au niveau du chapitre précédent

notamment la baisse d'activité, le coût élevé de production et la baisse du prix de vente.

Selon les 76 % des Chefs d'entreprises enquêtés dont la situation de trésorerie n'a pas été aisée au cours du 1^{er} trimestre 2021, la baisse d'activité expliquerait pour 65,53 % d'entre eux leur situation de trésorerie, et 49,3 % l'attribue à la mauvaise vente.

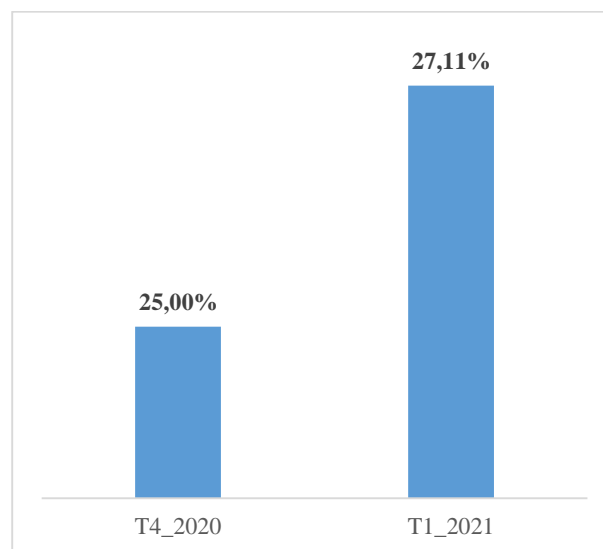
2. Financements et investissements

La fin du 1^{er} trimestre 2021 a été marquée par le début de paiement des Fonds CAS-Covid alloués aux PME à fort potentiel sinistrées et aux artisans et OES fabriquant les masques et les gels hydro-alcooliques. 720 PMEESA ont bénéficié de cette mesure dont 429 artisans et OES fabriquant les masques artisanaux et gels hydro-alcooliques et 291 PME à fort potentiel sinistrées. Pour les entreprises ayant fait l'objet de l'enquête conjoncturelle du 1^{er} trimestre 2020, celles ayant été bénéficiaires de cette subvention représentent 22,29 %.

Au cours du 1^{er} trimestre 2021, les bénéficiaires du Fonds CAS-Covid enquêtés (64,78%) dans le cadre de l'enquête conjoncturelle déclarent une baisse de leur activité par rapport au 4^{ème} trimestre de l'année précédente ; 73,53 % déclarent n'avoir effectué aucun nouvel recrutement et la moitié précisent avoir réalisé de nouveaux investissements. Ces chiffres se justifieraient par le fait que ces fonds aient été effectifs qu'à partir du début du mois de mars 2021 (dernier mois du trimestre).

En considérant l'ensemble des structures enquêtées, environ 73 entreprises sur 100 disent n'avoir pas réalisé de nouveaux investissements au cours du 1^{er} trimestre 2021.

Graphique 11: Proportion des Chefs d'entreprises ayant réalisé de nouveaux investissements



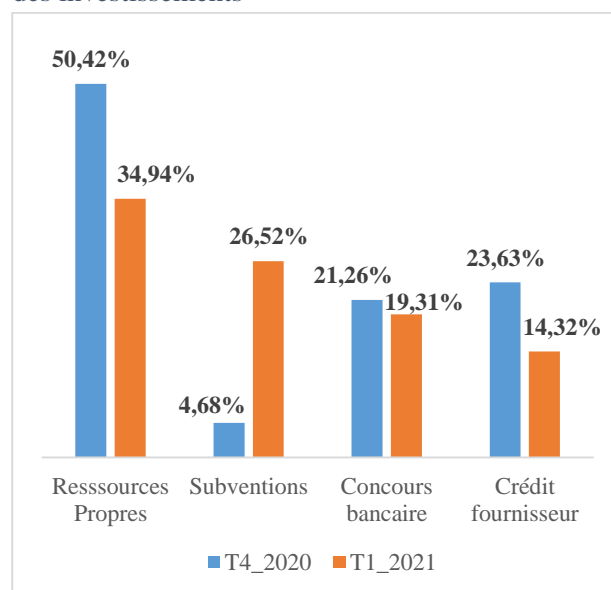
Source : Enquête Conjoncturelle T4_2020, T1_2021, Nos calculs sur Excel

Ces sont principalement les TPE (62, 16 %) et les PE (32,43 %). L'agro-industrie et les prestations de service représentent 51 % de ceux-ci.

Malgré le supplément pour maintenir ou développer davantage leur domaine, l'activité pour près de la moitié (49,29 %) au cours de ce trimestre est en baisse.

Ceux ayant investi, près de 39,94 % ont utilisé leurs ressources propres. Les subventions utilisées pour la réalisation des investissements concernent à 19,52 % les appuis Fonds CAS-Covid.

Graphique 12: Principales sources de financement des investissements



Source : Enquête Conjoncturelle T4_2020, T1_2021, Nos calculs sur Excel

Au cours du 1^{er} trimestre 2021, on observe un inversement de la tendance des sources de financements.

En raison de l'effectivité de paiement de la subvention de l'Etat (1,5 Milliards pour les PME à fort potentiel sinistrées et 500 Millions de Francs CFA pour les artisans et acteurs des sociétés coopératives fabriquant les masques artisanaux et les gels hydro-alcooliques), les entreprises ont eu moins recours aux sources habituelles de financement pour financer leur activité.

En s'intéressant à la typologie d'entreprise, qu'importe la taille, les PME finance leur activité principalement par les ressources propres. Les Moyennes Entreprises et celles de Petites Tailles ont recours après les ressources propres aux concours bancaires (Voir Annexe 4).

[Le niveau élevé des subventions interpellent sur l'effet de l'utilisation des fonds CAS-Covid sur l'activité économique des PME.](#)

Chapitre 4 : Effets de la pandémie à Covid-19 sur l'activité économique des PME

Ce chapitre adresse la situation des PME dont l'activité a été impactée par les effets de la Covid-19, également met un accent sur l'accompagnement du Gouvernement pour la résilience économique.

1. Effets sur les activités et l'emploi

Tout comme tous les autres pays, la crise sanitaire a impacté l'économie camerounaise notamment à travers les mesures de résilience prises pour limiter la propagation de la maladie. Les effets de la limitation du déplacement des biens et des personnes ont été plus accentués dans les pays où l'économie est extravertie. Les PME camerounaises majoritairement du secteur tertiaire (84,2%) et plus particulièrement composées de commerçants sont les plus touchées par cette crise. Aussi, la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur en ce qui concerne l'approvisionnement en matières premières n'a pas permis aux entreprises de ce secteur de saturer le marché national en produits substituts des produits importés.

Les effets conjugués de la crise et de la volatilité des commandes (pour exemple les commandes publiques avec le collectif budgétaire en début de l'année 2020) ont eu pour conséquence immédiate sur la baisse du niveau d'activité des entreprises.

Pour faire face à ce déclin d'activité due à l'application des mesures de résilience sanitaire, les promoteurs ont été contraints de restructurer leur entreprise pour favoriser leur redressement et leur résilience face à la crise du Covid-19. Afin d'assurer la viabilité de leur activité et pour renforcer les mesures de sécurité et de santé au travail, certains promoteurs ont décidé d'arrêter partiellement ou complètement leur activité. Environ 40 % des Chefs d'entreprises enquêtés dans le cadre de cette conjoncture ont eu recours à l'arrêt temporaire de leurs activités. Néanmoins les entreprises du domaine de la pharmacopée, du textile et de la chimie pharmacie ont pu trouver une opportunité dans cette crise pour booster leur activité notamment avec la production des masques artisanaux, des gels hydro-alcoolique, des savons et des potions à titre préventif et curatif contre la Covid-19.

Pour 44 % des entreprises enquêtées pour la présente conjoncture, la réduction des effectifs salariés a été l'une des mesures prises pour redresser la tendance décroissante de leur chiffre d'affaire. 27,97 % ont opté pour le travail à temps partiel et 51,13 % le télétravail.

2. Accompagnement du Gouvernement pour faire face à la crise

Depuis l'application des mesures de résilience sanitaire pour faire face à la crise à coronavirus survenue en mars 2020, les activités de l'économie camerounaise principalement extraverties ont été mis en mal. Le Gouvernement a mis en place un Fonds pour soutenir l'économie et limiter la propagation de la maladie.

A la faveur du décret N°2020/3221/PM du 22 juillet 2020 fixant la répartition de la dotation du Fonds Spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économique et sociales, le MINPMEESA a bénéficié d'une enveloppe de 2 Milliards de Francs CFA pour les PMEESA à fort potentiel sinistrées pour le PME (à hauteur de 1,5 Milliards de Francs CFA) et les artisans et OES fabriquant les masques

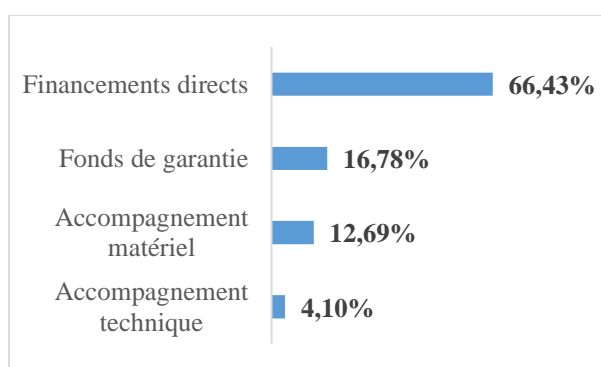
artisanaux et les gels hydro-alcooliques (à hauteur de 500 Millions de Francs CFA).

La période de Mars 2020 marque le début du paiement des bénéficiaires sélectionnés par la Paierie Spécialisée Fonds CAS-Covid. De l'exploitation des données issues de l'enquête conjoncturelle pour le 1er trimestre 2021, ces derniers représentent 22,9 % de l'ensemble des enquêtés. 87,6 % de ces derniers déclarent que ces accompagnements leurs ont permis de relancer leur activité. Toutefois leur chiffre d'affaire au 1er trimestre 2021 par rapport au 4 trimestre 2020 est en baisse pour 61,29 % d'entre eux.

Aussi, malgré l'apport supplémentaire en ressources ; 47,27 % des entreprises ayant bénéficié de la mesure ont eu un résultat net négatif au cours du 1^{er} trimestre 2021. Cette situation laisse croire que le soutien ponctuel du Gouvernement n'a pas permis de résorber en totalité les effets néfaste de la crise sanitaire sur l'activité des PME.

L'appréciation de cette subvention reste mitigée par les bénéficiaires. 29,30 % de ceux-ci l'apprécient par contre 26,7 % dénoncent une lenteur dans le transfert effectif des fonds. Néanmoins ils proposent en complément aux mesures de soutien en cours, des accompagnements financiers et techniques, et la mise en place d'un Fonds de garantie pour leur faciliter l'accès aux crédits.

Graphique 13: Proposition de mesures d'accompagnement en faveur des PME



Source : Enquête Conjoncturelle T1_2021, Nos calculs sur Excel

Les PME enquêtées au cours du 1^{er} trimestre, bien que pour la plupart l'activité économique a été atone projettent relever leur activité au cours du prochain trimestre.

Chapitre 5 : Perspectives pour le 2^{ème} trimestre 2021

Le présent chapitre s'intéresse à l'analyse des projections faite par les entreprises pour le 2^{ème} trimestre 2021 au regard du contexte économique dans lequel ils évoluent.

1. Perspectives annoncées par les PME pour le 2^{ème} trimestre 2021

Eu égard du niveau d'activité réalisé au cours du 1er trimestre 2021 par les entreprises enquêtées, les Chefs d'entreprises restent optimistes quant à la situation au cours du 2^{ème} trimestre 2021.

Environ 47 % des Chefs d'entreprises enquêtées envisagent la reprise de leur activité au cours du 2^{ème} trimestre 2021. Ces entreprises sont principalement dans le domaine du Commerce Général & Prestations de services (45 %), de l'Agro-industrie (20,83 %) et Hôtellerie & restauration (8,3 %). 81 % de ces entreprises ont affiché un résultat net positif au cours du 1^{er} trimestre 2021. Ce qui est un résultat satisfaisant et tendrait à s'améliorer au cours du 2^{ème} trimestre 2021.

Les entreprises les moins optimistes et qui en terme de prévision pour le 2^{ème} trimestre 2021 envisagent une baisse de leur activité, sont principalement dans le commerce général & prestations de services (56,94 %) et 93,85 % ont réalisé un résultat net négatif au cours du premier trimestre 2021.

En ce qui concerne les entreprises ayant reçu un accompagnement de l'Etat au cours du 1^{er} trimestre 2021, environ 56,36 % sont optimistes quant au niveau de leur activité pour le 2^{ème} trimestre 2021.

2. Perspectives au regard de l'activité réalisée et du contexte économique

Les perspectives basées sur le résultat net montrent que les Chefs d'entreprise pour la plupart (61,5%) relatent que les activités économiques du 2^{ème} trimestre aboutiront à des résultats nets positifs. Ce qui traduirait une performance qui doublerait au prochain trimestre, passant de 29,7% au premier trimestre à 61,5% au deuxième trimestre 2021. Il est tout aussi intéressant de noter que 57,1% des entreprises qui ont obtenu un résultat net négatif au premier trimestre anticipent un résultat net positif

au deuxième trimestre 2021. Aussi, moins du 2/5^{ème} des entreprises optimistes pour le prochain semestre ont eu un résultat net négatif au cours du 1^{er} trimestre 2021. Pour celles dont le chiffre d'affaire est en hausse, plus du 4/5^{ème} estime réaliser un chiffre d'affaire supérieur. Ces opinions favorables à l'avenir s'expliqueraient en partie par une atténuation des effets négatifs de la pandémie du Covid-19 et des retombées positives des mesures de soutien contre la covid-19 accordées aux PME camerounaises.

Par ailleurs, parmi les entreprises dont le chiffre d'affaire a connu une baisse au cours du 1^{er} trimestre 2021, plus du tiers projettent un relèvement du niveau de leur activité pour le prochain trimestre. Toutefois, ces projections restent mitigées au regard du résultat net obtenu au cours de ce trimestre (81,54 % ont eu un résultat net négatif) et qu'aucun investissement n'a été réalisé pour 77 % de ces derniers.

Conclusion

Somme toute, le premier trimestre 2021 a été marqué par une hausse généralisée des prix dans la-sous-région CEMAC. Depuis la survenue de la pandémie à Coronavirus, les ménages de la sous-région partagent les mêmes typologies de problèmes ; baisse du pouvoir d'achat, perte d'emploi, baisse des salaires, etc. L'économie nationale influencée par ces phénomènes a connu également des mutations qui ont changé la structure de profit des PME qui, pour la plus part déclarent une large baisse de leur activité au courant du premier trimestre 2021. Cette baisse bien que moins importante qu'au quatrième trimestre 2020 (14,2 % de différence) n'est pas à négliger compte tenu des perspectives de croissances annoncées faibles pour l'Afrique subsaharienne pour les prochains trimestres par l'ONU. La baisse d'activité enregistrée se justifie principalement par la baisse du pouvoir d'achat des ménages, la limitation des mouvements des biens et des personnes suites aux mesures prises pour limiter la propagation du Covid-19. La plus part des promoteurs enquêtés pendant l'enquête de conjoncture du premier trimestre 2021 disent n'avoir pas fait de nouveaux recrutements ni de nouveaux investissements pendant le trimestre. Cet arrêt de recrutement est dû à une trésorerie difficile qu'ils enregistrent depuis le début de la pandémie à Coronavirus et qui persiste encore aujourd'hui. Toutefois quelques entreprises notamment celles du domaine du textile, de la pharmacopée et de la chimie pharmacie ont enregistré une opportunité d'affaire importante. Les entreprises ayant bénéficié des fonds CAS-Covid pour la relance de leur activité déclarent que ces fonds ont permis de relancer leur activité. Mais cet appui reste encore imperceptible véritablement compte tenu du fait que le paiement n'a véritablement commencé qu'au dernier mois du premier trimestre 2021. Un regard minutieux sur les économies mondiales a permis de constater que bien que les effets de la pandémie à Coronavirus soient manifestes dans tous les pays, ces effets sont encore plus importants pour les économies extraverties. D'où la nécessité de penser à l'implémentation effective de la transformation structurelle de l'économie pour aboutir à la politique d'import-substitution telle que préconisée dans la SND-30 en vue de permettre aux PME d'être le véritable moteur de l'industrialisation qui conduira le pays vers l'atteinte de ses objectifs d'émergence économique à l'horizon 2035.

¹ Situation et perspectives de l'économie mondiale de mi-2021 | Department of Economic and Social Affairs (un.org)

Aussi au regard de l'environnement économique dans lequel les PME camerounaises évolue, cet optimisme contraste avec les prévisions de l'ONU qui dans son rapport « Situation et perspectives de l'économie mondiale au premier semestre de 2021 »¹ qui stipule que les perspectives de croissance dans plusieurs pays d'Asie du Sud, d'Afrique Subsaharienne, d'Amérique latine et des Caraïbes demeurent faibles et incertaines. Pour nombre de pays, la production économique ne devrait retrouver ses niveaux d'avant la pandémie jusqu'à 2022 ou 2023. L'espoir des lendemains meilleurs anticipés par nos PME se voit donc limité dans un contexte actuel marqué par la connaissance de la variation du génotype Covid-19 et ses effets futurs sur l'activité économique des PME.

Bibliographie

- BEAC, Bulletin Economique et Statistique N° 06, mars 2020
- BEAC / Comité de Politique Monétaire, Communiqué de presse du 27 mars 2020
- BEAC, Evolution des cours des principaux produits de base exporté par la CEMAC au 1^{er} trimestre 2021
- FMI / CEMAC, Rapport des services du FMI sur les politiques communes des pays membres et sur les politiques communes à l'appui des programmes de réformes des pays membres, 2021
- Loi N°2020/018 du 17 Décembre 2020 portant Loi de Finance de la République du Cameroun pour l'exercice 2021

Annexes

Annexe 1: Couverture de l'enquête

PME à enquêter	500
PME ayant répondu au questionnaire	305
Taux de couverture	61 %

Annexe 2: Répartition de l'échantillon enquêté

Variables	Proportion (%)
Région	
Adamaoua	5,25
Centre	7,87
Est	8,20
Extrême-Nord	14,75
Littoral	29,84
Nord	9,51
Nord-Ouest	1,97
Ouest	10,82
Sud	8,20
Sud-Ouest	3,61
Typologie d'entreprise	
ME/MI	6,91
PE	27,63
TPE	65,46
Secteurs / Branches d'activité	
Primaire	
Agriculture	2,95
Secondaire	
Agro-industrie	15,08
BTP	5,57
Chimie pharmacie	2,30
Industrie du textile et du cuir	4,92
Métallurgie	1,97
Transformation du bois	3,28
Tertiaire	
Commerce général & Prestation de services	50,82
Economie numérique	3,93
Energie	2,30
Evènementiel	0,66
Hôtellerie et restauration	6,23

Annexe 3: Récapitulatif de l'appréhension des chefs d'entreprise enquêtés sur leur activité au cours du 1^{er} trimestre 2021 (en %)

	Volume d'activité			Coût de production			Niveau de vente			Résultat Net		
	Hausse	Baisse	Stable	Hausse	Baisse	Stable	Hausse	Baisse	Stable	Positif	Négatif	Nul
Typologie d'entreprise												
TPE	1,7	4,8	0,3	3,5	2,5	1,5	1,8	1,8	2,9	3,0	3,4	0
PE	6,2	16,9	5,2	13,5	6	8	5,5	7,3	15	9,7	12	5,6
ME/MI	8,6	46,2	10	28,0	26	10,5	8,1	37,7	19,8	13,9	38,2	13,5
Secteurs d'activité / Branches d'activité												
Primaire	0,3	2,8	0	2,5	2	0	0	1,8	1,1	0,4	3	0
Agriculture	0,3	1	0	1	1	0	0	1,1	0,4	0,4	1,1	0
Elevage	0	1,7	0	1,5	1	0	0	0,7	0,7	0	1,9	0
Secondaire	7,2	20,7	6,6	24	12,0	6,0	5,1	13,2	16,5	11,2	14,6	7,9
Agro-industrie	3,1	9,7	3,1	11	6,5	2	2,9	5,1	7,7	5,6	6,7	1,9
BTP	0,3	4,1	1	4	1,5	1,5	0,4	1,8	3,3	2,2	1,5	1,9
Chimie pharmacie	1,4	1	0	1	0,5	0,0	0,4	0,7	1,1	1,1	0,7	0,4
Industrie du textile et du cuir	1,4	2,8	1	5	1	1	0,4	2,9	2,2	1,1	2,2	2,2
Métallurgie	0,3	1	0,7	0	1,5	1	0,4	0,7	1,1	0,7	1,5	0
Transformation du bois	0,7	2,1	0,7	3,0	1,0	0,5	0,7	1,8	1,1	0,4	1,9	1,5
Tertiaire	9	44,5	9	18,5	20,5	14,5	10,3	31,9	20,1	15,4	36,0	11,6
Commerce général	2,4	16,6	2,1	4,5	10,5	3,5	4	12,8	5,5	4,1	12,4	4,5
Economie numérique	1,4	2,1	0,3	1	1	1,0	0,7	2,6	0,7	0,7	2,2	0,4
Energie	1,7	0,7	0	0,5	0	2,5	1,1	1,1	0,4	1,5	0,7	0
Evènementiel	0,3	0,3	0	0,5	0,5	0,0	0,4	0,4	0	0,4	0	0,4
Hôtellerie et restauration	0,3	4,1	1,4	4,0	0,5	1,0	0,7	3,7	2,2	1,9	3	1,5
Prestations de services	2,8	20,7	5,2	8	8,0	6,5	3,3	11,4	11,4	6,7	17,6	4,9
Total Général	16,6	67,9	15,5	45,0	34,5	20,5	15,4	46,9	37,7	27	53,6	19,5

Annexe 4 : Proportion des entreprises ayant recruté du personnel supplémentaire selon la branche d'activité

Branche d'activité	Proportion (en %)
Agriculture	2,56
Agro-industrie	28,21
BTP	2,56
Chimie pharmacie	2,56
Commerce général	10,26
Economie numérique	10,26
Evènementiel	2,56
Hôtellerie et restauration	7,69
Industrie du textile et du cuir	5,13
Métallurgie	2,56
Prestation de services	23,08
Transformation du bois	2,56
Total général	100

Annexe 5: Proportion des entreprises ayant réalisé un investissement selon la branche d'activité

Branche d'activité	Proportion (en %)
Agriculture	1,35
Agro-industrie	31,08
BTP	5,41
Chimie pharmacie	1,35
Commerce général	9,46
Economie numérique	5,41
Elevage	2,70
Evènementiel	2,70
Hôtellerie et restauration	5,41
Industrie du textile et du cuir	6,76
Métallurgie	2,7
Prestation de services	20,27
Transformation du bois	5,41
Total général	100

Annexe 6: proportion des chefs d'entreprise utilisant les sources de financement par type d'entreprise (en %)

	ME/MI	PE	TPE
Ressources Propres	32,47	36,46	36,62
Subventions	18,61	16,19	22,12
Crédits fournisseurs	25,11	21,31	19,68
Concours bancaire	23,81	26,04	21,58

1. PILOTAGE ET ORIENTATION

**M. ACHILE BASSILEKIN III, MINPMEESA
M. TCHANA JOSEPH, SG MINPMEESA
M. BOBBO MAMOUDOU, DEPP MINPMEESA**

2. SECRETARIAT TECHNIQUE

COORDONNATEUR :

Mme TCHANA SYLVIE, CELSTAT MINPMEESA

Membres :

Mme NGAFFO Manuela, cadre DEPP

Mme IHOULI Francine, cadre DEPP

M. NONGNI DONFACK Abednego, cadre DEPP

M. MBAZOA ZEBAZE Hervais, Cadre DEPP